

Avenant du 2 février 2026

à l'avenant du 25 novembre 2025
relatif à un régime de prévoyance pour les non-cadres

NOR : ASET2650262M

IDCC : 1077

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

PDTAOE ;

NEGOA,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGA CFDT ;

FNAF CGT ;

SNCEA CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Un avenant à l'accord du 11 juillet 2017 relatif à un régime de prévoyance pour les non-cadres a été conclu le 25 novembre 2025.

Cet avenant ne mentionnant pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de cinquante salariés, les partenaires sociaux se sont réunis afin de négocier un avenant à cet avenant pour y inclure ces stipulations, de façon qu'il puisse être étendu.

Article 1^{er} | *Modification de l'avenant du 25 novembre 2025*

L'avenant du 25 novembre 2025 est ainsi modifié :

À la suite de l'article 7 dudit avenant est inséré un nouvel article 8 ainsi rédigé :

« Article 8 | *Stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés*

En application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires conviennent que le contenu du présent avenant ne justifie pas de prévoir de stipulations spécifiques aux entreprises de moins de cinquante salariés visées par l'article L. 2232-10-1 du

code du travail, dans la mesure où l'avenant a vocation à s'appliquer à toutes les entreprises de la branche, quelle que soit leur taille. »

Article 2 | Durée

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Article 3 | Révision et dénonciation

Le présent avenant pourra être révisé en tout ou en partie conformément aux dispositions de l'article L. 2261-7 du code du travail.

Il pourra être dénoncé en respectant les conditions de l'article L. 2261-9 du code du travail.

Article 4 | Dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé dans les conditions légales.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant.

Article 5 | Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à la date d'inscription de son dépôt.

Fait à Paris, le 2 février 2026.

(Suivent les signatures.)